

(N. 1672)

SENATO DELLA REPUBBLICA

DISEGNO DI LEGGE

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 aprile 1951 (V. Stampato N. 1536)

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(SFORZA)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(PICCIONI)

col **Ministro dell'Industria e del Commercio**

(TOGNI)

col **Ministro delle Finanze**

(VANONI)

e col **Ministro dell'Agricoltura e delle Foreste**

(SEGNI)

TRASMESSO DAL PRESIDENTE DELLA CAMERA DEI DEPUTATI ALLA PRESIDENZA
IL 2 MAGGIO 1951

Ratifica ed esecuzione dei seguenti accordi: *a*) Convenzione d'unione di Parigi del 20 marzo 1883, per la protezione della proprietà industriale, riveduta a Bruxelles il 14 dicembre 1900, a Washington il 2 giugno 1911, all'Aja il 6 novembre 1925 ed a Londra il 2 giugno 1934; *b*) Accordo di Madrid del 14 aprile 1891, concernente la registrazione internazionale dei marchi di fabbrica o di commercio, riveduto a Bruxelles il 14 dicembre 1900, a Washington il 2 giugno 1911, all'Aja il 6 novembre 1925 ed a Londra il 2 giugno 1934.

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti Accordi internazionali:

a) Convenzione d'Unione di Parigi del 20 marzo 1883 per la protezione della proprietà industriale, riveduta a Bruxelles il 14 dicembre 1900, a Washington il 2 giugno 1911, all'Aja il 6 novembre 1925 ed a Londra il 2 giugno 1934;

b) Accordo di Madrid del 14 aprile 1891 concernente la registrazione internazionale dei marchi di fabbrica o di commercio, riveduto

a Bruxelles il 14 dicembre 1900, a Washington il 2 giugno 1911, all'Aja il 6 novembre 1925 ed a Londra il 2 giugno 1934.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi suddetti a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il Presidente della Camera dei deputati
GRONCHI.

ALLEGATO.

CONVENTION D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883 POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, REVISEE À BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 1900, À WASHINGTON LE 2 JUIN 1911, À LA HAYE LE 6 NOVEMBRE 1925 ET À LONDRES LE 2 JUIN 1934

Le Président du Reich Allemand; Le Président du Bundesstaat d'Autriche; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des États-Unis du Brésil; le Président de la République de Cuba; sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République d'Espagne; le Président des États-Unis d'Amérique; le Président de la République de Finlande; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; son Altesse Serenissime le Regent du Royaume de Hongrie; sa Majesté le Roi d'Italie; sa Majesté l'Empereur du Japon; son Altesse Serenissime le Prince de Liechtenstein; sa Majesté le Sultan du Maroc; le Président des États-Unis du Mexique; sa Majesté le Roi de Norvège; sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République Polonaise (au nom de la Pologne et della Ville Libre de Dantzig); le Président de la République Portugaise; sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral de la Confédération suisse; le Président de la République Tchécoslovaque; son Altesse le Bey De Tunisie; le Président de la République Turque; sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883 portant création d'une Union internationale pour la Protection de la Propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911 et à la Haye le 6 novembre 1925, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND:

Son Excellence M. LEOPOLD VON JOESCH, *Ambassadeur d'Allemagne à Londres.*

M. GEORG KLAUER, *Président du Bureau des Brevets.*

M. WOLFGANG KÜHNAST, *Geh. Justizrat, Directeur au Bureau des Brevets.*

M. HERBERT KÜHNEMANN, *Landgerichtsrat au Ministère de la Justice.*

LE PRÉSIDENT DU BUNDESSTAAT D'AUTRICHE

M. le Hofrat Dr. HANS WERNER, *Président conseiller du Bureau des Brevets.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

M. DANIEL COPPIETERS DE GIBSON, *avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles.*

M. THOMAS BRAUN, *avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles.*

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

M. JULIO AUGUSTO BARBOZA-CARNEIRO, *Attaché commercial près l'Ambassade du Brésil à Londres.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA

M. le Dr. GABRIEL SUAREZ SOLAR, *Chargé d'Affaires de Cuba à Londres.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK

M. N. J. EHNRENREICH-HASSEN, *Directeur de l'Administration de la Propriété industrielle.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESPAGNE

Son Excellence DON RAMON PEREZ DE AYALA, *Ambassadeur d'Espagne à Londres.*

DON FERNANDO CABELLO LAPIEDRA, *Directeur du Bureau de la Propriété industrielle.*

DON JOSÉ GARGIA MONGE Y DE VERA, *Sub-chef et Secrétaire du Registre del la Propriété industrielle.*

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

The Hon. CONWAY P. COE, *Commissaire des Brevets.*

M. THOMAS EWING.

M. JOHN A. DIENNER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE

M. JUHO FREDRIK KAUTOLA, *Conseiller industriel, Chef du Bureau des brevets au Ministère du Commerce et de l'Industrie.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Au nom de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. MARCEL PLAISANT, *Sénateur, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, Délégué-adjoint de la France à la Société des Nations, Membre du Comité technique de la Propriété industrielle.*

M. ROGER CAMBON, *Ministre Plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade de France à Londres.*

M. GEORGES LAINEL, *Directeur de la Propriété industrielle au Ministère du Commerce et de l'Industrie.*

M. GEORGES MAILLARD, *Avocat à la Cour d'Appel de Paris, Vice-Président du Comité technique de la Propriété industrielle.*

Au nom des ÉTATS DE SYRIE ET DU LIBAN

M. MARCEL PLAISANT.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE
ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES
MERS, EMPEREUR DES INDES

Pour la GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD

SIR FREDERICK WILLIAM LEITH-ROSS, K. C. B., K. C. M. G., *Chief Economic Adviser to His Majesty's Government in the United Kingdom.*

MR. MARK FRANK LINDLEY, LL. D., *Comptroller-General of Patents, Designs and Trade Marks.*

SIR WILLIAM SMITH JARRATT.

Pour le COMMONWEALTH D'AUSTRALIE

MR. BERNHARD WALLAXH, *Commissioner of Patents, Registrar of Trade Marks, Registrar of Designs, Registrar of Copyrights.*

Pour L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

MR. JOHN W. DULANTY, *High Commissioner of the Irish Free State in London.*
MR. EDWARD A. CLEARY, *Controller of Industrial and Commercial Property.*

SON ALTESSE SERENISSIME LE REGENT DU ROYAUME DE
DE HONGRIE

M. ZOLTAN SCHILLING, *Président de la Cour royale hongroise de Brevets.*

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE

Son Excellence M. EDUARDO PIOLA CASELLI, *Sénateur, Président de Chambre à la Cour de Cassation.*

Son Excellence M. le Prof. AMEDEO GIANNINI, *Sénateur, Ministre Plénipotentiaire, Conseiller d'État.*

M. le Dr. LUIGI BIAMONTI, *Directeur du Bureau légal de la Confédération de l'Industrie.*

M. le Dr. ALFREDO JANNONI SEBASTIANINI, *Directeur de l'Office de la Propriété intellectuelle.*

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON

Son Excellence M. MASSA-AKI HOTTA, *Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Japon à Prague.*

M. TAKATSUGU YOSHIWARA, *Secrétaire général du Bureau des Brevets d'invention.*

SON ALTESSE SERENISSIME LE PRINCE DE LIEGHTEN-
STEIN

M. WALTHER KRAFT, *Directeur du Bureau fédéral de la Propriété intellectuelle à Berne.*

SA MAJESTÉ LE SULTAN DU MAROC

Son Excellence le VICMONTE DE POULPIQUET DU HALGOUET, *Attaché Commercial de France à Londres.*

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

M. GUSTAVO LUDERS DE NEGRI, *Consul général du Mexique à Londres.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE

M. BINGER GARRIEL WYLLER, *Directeur général du Bureau de la Propriété industrielle.*

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

M. le Dr. J. ALINGH PRINS, *Président du Conseil pour les Brevets d'invention, Directeur du Bureau pour la Propriété industrielle à La Haye.*

M. le Dr. Ingénieur J. van HETTINGA, TROMP, *avocat près la Haute Cour à la Haye.*

M. le Dr. A. D. KOELEMAN, *Conseiller à La Haye.*

M. le Dr. H. F. van WALSEM, *avocat, à Eindhoven*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE (AU NOM DE LA POLOGNE ET DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG):

Au nom de la RÉPUBLIQUE POLONAISE

M. STEFAN CZAYKOWSKI, *Président de l'Office des Brevets de la République polonaise.*

Au nom de la VILLE LIBRE DE DANTZIG

M. STEFAN CZAYKOWSKI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE

M. le Dr. JOAO DE LEBRE E LIMA, *Chargé d'Affaires du Portugal à Londres.*

M. l'Ing. ARTHUR DE MELLO QUINTELLA SALDANHA, *Directeur du Bureau de la Propriété industrielle.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE

M. le Dr. CARL BIRGER LINDGREN, *Chef de Section à l'Office des Brevets et de l'Enregistrement.*

M. ÅKE DE ZWEIGBERGK.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

M. WALTHER KRAFT, *Directeur du Bureau fédéral de la Propriété intellectuelle.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHECOSLOVAQUE

M. le Dr. KAREL SKALA, *Conseiller supérieur au Ministère du Commerce.*

M. le Dr. OTTO PARSCH, *Secrétaire au Ministère du Commerce.*

SON ALTESSE LE BEY DE TUNISIE

M. CHARLES BILLECOCA, *Consul général de France à Londres.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE

Son Excellence ALI PETRI BEY, *Ambassadeur de Turquie à Londres.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE

M. le Dr. JANKO CHOUMANE, *Président de l'Office national pour la Protection de la Propriété industrielle.*

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1^{er}.

1. — Les pays auxquels s'applique la présente Convention sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

2. — La protection de la propriété industrielle a pour objet les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les mar-

ques de fabrique ou de commerce, le nom commercial et les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.

3. — La propriété industrielle s'entend dans l'acception la plus large et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple: vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines.

4. — Parmi les brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays de l'Union, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, brevets et certificats d'addition, etc.

Article 2.

1. — Les ressortissants de chacun des pays de l'Union jouiront dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.

2. — Toutefois, aucune condition de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne peut être exigée des ressortissants de l'Union pour la jouissance d'aucun des droits de propriété industrielle.

3. — Sont expressément réservées les dispositions de la législation de chacun des pays de l'Union relatives à la procédure judiciaire et administrative et à la compétence, ainsi qu'à l'élection de domicile ou à la constitution d'un mandataire, qui seraient requises par les lois sur la propriété industrielle.

Article 3.

Sont assimilés aux ressortissants des pays de l'Union les ressortissants des pays ne faisant pas partie de l'Union qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

Article 4.

A) 1. — Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays de l'Union, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

2. — Est reconnu comme donnant naissance au droit de priorité tout dépôt ayant la valeur d'un dépôt national régulier en vertu de la loi intérieure de chaque pays de l'Union ou de traités internationaux conclus entre plusieurs pays de l'Union.

B) En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par

des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque et ces faits ne pourront faire naître aucun droit de tiers ni aucune possession personnelle. Les droits acquis par des tiers avant le jour de la première demande qui sert de base au droit de priorité sont réservés par l'effet de la législation intérieure de chaque pays de l'Union.

C) 1. — Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

2. — Ces délais commencent à courir de la date du dépôt de la première demande; le jour du dépôt n'est pas compris dans le délai.

3. — Si le dernier jour du délai est un jour férié légal ou un jour où le Bureau n'est pas ouvert pour recevoir le dépôt des demandes dans le pays où la protection est réclamée, le délai sera prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

D) 1. — Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée.

2. — Ces indications seront mentionnées dans les publications émanant de l'Administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives.

3. — Les pays de l'Union pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (description, dessins, etc. déposée antérieurement. La copie, certifiée conforme par l'Administration qui aura reçu cette demande, sera dispensée de toute légalisation, et elle pourra en tous cas être déposée, exempte de frais, à n'importe quel moment dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande ultérieure. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt émanant de cette Administration, et d'une traduction.

4. — D'autres formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays de l'Union déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

5. — Antérieurement d'autres justifications pourront être demandées.

E) 1. — Lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui fixé pour les dessins ou modèles industriels.

2. — En outre, il est permis de déposer dans un pays un modèle d'utilité en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'une demande de brevet et inversement.

F) Aucun pays de l'Union ne pourra refuser une demande de brevet pour le motif qu'elle contient la revendication de priorités multiples, à la condition qu'il y ait unité d'invention au sens de la loi du pays.

G) Si l'examen révèle qu'une demande de brevet est complexe, le demandeur pourra diviser la demande en un certain nombre de demandes divisionnaires en conservant comme date de chacune la date de la demande initiale, et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit de priorité.

H) La priorité ne peut être refusée pour le motif que certains éléments de l'invention pour lesquels on revendique la priorité ne figurent pas parmi les revendications formulées dans la demande au pays d'origine, pourvu que l'ensemble des pièces de la demande révèle d'une façon précise lesdits éléments.

Article 4-bis

1. — Les brevets demandés dans les différents pays de l'Union par des ressortissants de l'Union seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays, adhérents ou non à l'Union.

2. — Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance, qu'au point de vue de la durée normale.

3. — Elle s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

4. — Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

5. — Les brevets obtenus avec le bénéfice de la priorité jouiront, dans les différents pays de l'Union, d'une durée égale à celle dont ils jouiraient s'ils étaient demandés ou délivrés sans le bénéfice de la priorité.

Article 4-ter.

L'inventeur a le droit d'être mentionné comme tel dans le brevet.

Article 5.

A) 1. — L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

2. — Toutefois, chacun des pays de l'Union aura la faculté de prendre les mesures législatives nécessaires pour prévenir les abus qui pourraient résulter de l'exercice du droit exclusif conféré par le brevet, par exemple faute d'exploitation.

3. — Ces mesures ne pourront prévoir la déchéance du brevet que si la concession de licences obligatoires ne suffisait pas pour prévenir ces abus.

4. — En tout cas, la concession d'une licence obligatoire ne pourra pas être demandée avant l'expiration de trois années à compter de la date de la délivrance du brevet, et cette licence ne pourra être accordée que si le breveté ne justifie pas d'excuses légitimes. Aucune action en déchéance ou en révocation d'un brevet ne pourra être introduite avant l'expiration de deux années à compter de la concession de la première licence obligatoire.

5. — Les dispositions qui précèdent seront applicables, sous réserve des modifications nécessaires, aux modèles d'utilité.

B) La protection des dessins et modèles industriels peut être atteinte par une déchéance quelconque, soit pour défaut d'exploitations, soit pour introduction d'objets conformes à ceux qui sont protégés.

C) 1. — Si, dans un pays, l'utilisation de la marque enregistrée est obligatoire. L'enregistrement ne pourra être annulé qu'après un délai équitable et si l'intéressé ne justifie pas des causes de son inaction.

2. — L'emploi d'une marque de fabrique ou de commerce par le propriétaire sous une forme qui diffère par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif de la marque dans la forme sous laquelle celle-ci a été enregistrée dans l'un des pays de l'Union, n'entraînera pas l'invalidation de l'enregistrement et ne diminuera pas la protection accordée à la marque.

3. — L'emploi simultané de la même marque sur des produits identiques ou similaires, par des établissements industriels ou commerciaux considérés comme copropriétaires de la marque d'après les dispositions de la loi nationale du pays où la protection est réclamée, n'empêchera pas l'enregistrement ni ne diminuera d'aucune façon la protection accordée à ladite marque dans n'importe quel pays de l'Union, pourvu que ledit emploi n'ait pas pour effet d'induire le public en erreur et qu'il ne soit pas contraire à l'intérêt public.

D) Aucun signe ou mention du brevet, du modèle d'utilité, de l'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce ou du dépôt du dessin ou modèle industriel ne sera exigé sur le produit, pour la reconnaissance du droit.

Article 5-bis.

1. — Un délai de grâce, qui devra être au minimum de trois mois, sera accordé pour le payement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, moyennant le versement d'une surtaxe, si la législation nationale en impose une.

2. — Pour les brevets d'invention, les pays de l'Union s'engagent en outre, soit à porter le délai de grâce à six mois au moins, soit à prévoir la restauration du brevet tombé en déchéance par suite de non payement de taxes, ces mesures restant soumis aux conditions prévues par la législation intérieure.

Article 5-ter.

Dans chacun des pays de l'Union ne seront pas considérés comme portant atteinte aux droits du breveté:

1) l'emploi, à bord des navires des autres pays de l'Union, des moyens faisant l'objet de son brevet dans le corps du navire, dans les machines, agrès, appareils et autres accessoires, lorsque ces navires pénétreront temporairement ou accidentellement dans les eaux du pays, sous réserve que ces moyens y soient employés exclusivement pour les besoins du navire;

2) l'emploi des moyens faisant l'objet du brevet dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion aérienne ou terrestre des autres pays de l'Union ou des accessoires de ces engins, lorsque ceux-ci pénétreront temporairement ou accidentellement dans ce pays.

Article 6.

A) Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union sous les réserves indiquées ci-après. Ces pays pourront exiger, avant de procéder à l'enregistrement définitif, la production d'un certificat d'enregistrements au pays d'origine délivré par l'autorité compétente. Aucune légalisation ne sera requise pour ce certificat.

B) 1. — Toutefois, pourront être refusées ou invalidées:

1) les marques qui sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée;

2) les marques dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée. Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque;

3) les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public, notamment celles qui sont de nature à tromper le public. Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

2. — Ne pourront être refusées dans les autres pays de l'Union les marques de fabrique ou de commerce pour le seul motif qu'elles ne diffèrent des marques protégées dans le pays d'origine que par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif et ne touchant pas à l'identité des marques dans la forme sous laquelle celles-ci ont été enregistrées audit pays d'origine.

C) Sera considéré comme pays d'origine le pays de l'Union où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, et, s'il n'a pas un tel établissement, le pays de l'Union où il a son domicile, et, s'il n'a pas de domicile dans l'Union, le pays de sa nationalité, au cas où il est ressortissant d'un pays de l'Union.

D) Lorsqu'une marque de fabrique ou de commerce aura été régulièrement enregistrée dans le pays d'origine, puis dans un ou plusieurs autres pays de l'Union, chacune de ces marques nationales sera considérée, dès la date à laquelle elle aura été enregistrée, comme indépendante de la marque dans le pays d'origine pourvu qu'elle soit conforme à la législation intérieure du pays d'importation.

E) En aucun cas le renouvellement de l'enregistrement d'une marque dans le pays d'origine n'entraînera l'obligation de renouveler l'enregistrement dans les autres pays de l'Union où la marque aura été enregistrée.

F) Le bénéfice de la priorité reste acquis aux dépôts de marques effectués dans le délai de l'article 4, même lorsque l'enregistrement dans le pays d'origine n'intervient qu'après l'expiration de ce délai.

Articles 6-bis.

1. — Les pays de l'Union s'engagent à refuser ou à invalider, soit d'office, si la législation du pays le permet, soit à la requête de l'intéressé, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui constitue la reproduction, l'imitation ou la traduction, susceptibles de créer une confusion, d'une marque que l'autorité compétente du pays de l'enregistrement estimera y être notoirement connue comme étant déjà la marque d'une personne admise à bénéficier de la présente Convention et utilisée pour des produits identiques ou similaires. Il en sera de même lorsque la partie essentielle de la marque constitue la production d'une telle marque notoirement connue ou une imitation susceptible de créer une confusion avec celle-ci.

2. — Un délai minimum de trois ans devra être accordé pour réclamer la radiation de ces marques. Le délai courra de la date de l'enregistrement de la marque.

3. — Il ne sera pas fixé de délai pour réclamer la radiation des marques enregistrées de mauvaise foi.

Article 6-ter.

1. — Les pays de l'Union conviennent de refuser ou d'invalider l'enregistrement et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation, à défaut d'autorisation des pouvoirs compétents, soit comme marques de fabrique ou de commerce, soit comme éléments de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat des pays de l'Union, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que toute imitation au point de vue héraldique.

2. — L'interdiction des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie s'appliquera seulement dans les cas où les marques qui les comprendront seront destinées à être utilisées sur des marchandises du même genre ou d'un genre similaire.

3. — Pour l'application de ces dispositions, les pays de l'Union conviennent de se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, la liste des emblèmes d'Etat, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie, qu'il désirent ou désireront placer, d'une façon absolue ou dans certaines limites, sous la protection du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette liste. Chaque pays de l'Union mettra à la disposition du public, en temps utile, les listes notifiées.

4. — Tout pays de l'Union pourra, dans un délai de douze mois à partir de la réception de la notification, transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, au pays intéressé, ses objections éventuelles.

5. — Pour les emblèmes d'Etat notoirement connus, les mesures prévues à l'alinéa 1 s'appliqueront seulement aux marques enregistrées après le 6 novembre 1925.

6. — Pour les emblèmes d'Etat qui ne seraient pas notoirement connus, et pour les signes et poinçons officiels, ces dispositions ne seront applicables qu'aux marques enregistrées plus de deux mois après réception de la notification prévue par l'alinéa 3.

7. — En cas de mauvaise foi, les pays auront la faculté de faire radier même les marques enregistrées avant le 6 novembre 1925 et comportant des emblèmes d'Etat, signes et poinçons.

8. — Les nationaux de chaque pays qui seraient autorisés à faire usage des emblèmes d'Etat, signes et poinçons de leur pays pourront les utiliser, même s'il y avait similitude avec ceux d'un autre pays.

9. — Les pays de l'Union s'engagent à interdire l'usage non autorisé, dans le commerce des armoiries d'Etat des autres pays de l'Union, lorsque cet usage sera de nature à induire en erreur sur l'origine des produits.

10. — Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice, par les pays, de la faculté de refuser ou d'invalider, par application du 3^o de l'alinéa 1 de la lettre B) de l'article 6, les marques contenant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux, décorations et autres emblèmes d'Etat ou des signes et poinçons officiels adoptés par un pays de l'Union.

Article 6-*quater*.

1. — Lorsque, conformément à la législation d'un pays de l'Union, la cession d'une marque n'est valable que si elle a lieu en même temps que le transfert de l'entreprise ou du fonds de commerce auquel la marque appartient, il suffira, pour que cette validité soit admise, que la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce située dans ce pays soit transmise au concessionnaire, avec le droit exclusif d'y fabriquer ou d'y vendre les produits portant la marque cédée.

2. — Cette disposition n'impose pas aux pays de l'Union l'obligation de considérer comme valable le transfert de toute marque dont l'usage par le cessionnaire serait, en fait, de nature à induire le public en erreur, notamment en ce qui concerne la provenance, la nature ou les qualités substantielles des produits auxquels la marque est appliquée.

Article 7.

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposé ne peut, dans aucun cas faire obstacle à l'enregistrement de la marque.

Article 7-*bis*.

1. — Les pays de l'Union s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques collectives appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

2. — Chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une marque collective sera protégée et il pourra refuser la protection si cette marque est contraire à l'intérêt public.

3. — Cependant, la protection de ces marques ne pourra être refusée à aucune collectivité dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine pour le motif qu'elle n'est pas établie dans le pays où la protection est requise ou qu'elle n'est pas constituée conformément à la législation de ce pays.

Article 8.

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

Article 9.

1. — Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

2. — La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu, ou dans le pays où aura été importé le produit.

3. — La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, personne physique ou morale, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

4. — Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

5. — Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation ou la saisie à l'intérieur.

6. — Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays aussererait en pareil cas aux nationaux.

Article 10.

1. — Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité ou d'un pays déterminé, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

2. — Sera en tout cas reconnu comme partie intéressée, que ce soit une personne physique ou morale, tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi, soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située, soit dans le pays faussement indiqué, soit dans le pays où la fausse indication de provenance est employée.

Article 10-bis.

1. — Les pays de l'Union sont tenus d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

2. — Constitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

3. — Notamment devront être interdits:

1° tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;

2° les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent.

Article 10-ter.

1. — Les pays de l'Union s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays de l'Union des recours légaux appropriés pour réprimer efficacement tous les actes visés aux articles 9, 10 et 10-bis.

2. — Il s'engage, en outre, à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et associations représentant les industriels, producteurs ou commerçants intéressés et dont l'existence n'est pas contraire aux lois de leurs pays, d'agir en justice ou auprès des autorités administratives, en vue de la répression des actes, prévus par les articles 9, 10 et 10-bis, dans la mesure où la loi du pays dans lequel la protection est réclamée le permet aux syndicats et associations de ce pays.

Article 11.

1. — Les pays de l'Union accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées sur le territoire de l'un d'eux.

2. — Cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'article 4. Si, plus tard, le droit de priorité est invoqué, l'Administration de chaque pays pourra faire partir le délai de la date de l'introduction du produit dans l'exposition.

3. — Chaque pays pourra exiger, comme preuve de l'identité de l'objet exposé et de la date d'introduction, les pièces justificatives qu'il jugera nécessaires.

Article 12.

1. — Chacun des pays de l'Union s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

Ce service publiera une feuille périodique officielle. Il publiera régulièrement:

- a) les noms des titulaires des brevets délivrés, avec une brève désignations des inventions;
- b) les reproductions des marques enregistrées.

Article 13.

1. — L'Office international institué à Berne sous le nom de Bureau international pour la protection de la propriété industrielle est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

2. — La langue officielle du Bureau international est la langue française.

3. — Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle; il les réunit et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union.

4. — Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, sont répartis entre les Administrations des pays de l'Union dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par les dites Administrations, soit par des sociétés ou des particuliers seront payés à part.

5. — Le Bureau international doit se tenir et tout temps à la disposition des pays de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils

pourraient avoir besoin. Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les pays de l'Union.

6. — Les dépenses ordinaires du Bureau international seront supportées en commun par les pays de l'Union. Jusqu'à nouvel ordre, elles ne pourront pas dépasser la somme de cent vingt mille francs suisses par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin, par décision unanime d'une des Conférences prévues à l'article 14.

7. — Les dépenses ordinaires ne comprennent pas les frais afférents aux travaux des Conférences de Plénipotentiaires ou administrative, ni les frais que pourront entraîner des travaux spéciaux ou des publications effectués conformément aux décisions d'une conférence. Ces frais, dont le montant annuel ne pourra dépasser 20.000 francs suisses, seront répartis entre les pays de l'Union proportionnellement à la contribution qu'ils payent pour le fonctionnement du Bureau international, suivant les dispositions de l'alinéa ci-après.

8. — Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais les pays de l'Union et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir;

1 ^{ère} classe	Unités	25
2 ^e classe	»	20
3 ^e classe	»	15
4 ^e classe	»	10
5 ^e classe	»	5
6 ^e classe	»	3

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

9. — Chacun des pays de l'Union désignera, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé. Toutefois, chaque pays de l'Union pourra déclarer ultérieurement qu'il désire être rangé dans une autre classe.

10. — Le Gouvernement de la Confédération suisse surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

Article 14.

1. — La présente Convention sera soumise à des revisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

2. — A cet effet, des Conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays de l'Union entre les Délégués desdits pays.

3. — L'Administration du pays où doit siéger la Conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette Conférence.

4. — Le Directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences, et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

Article 15.

Il est entendu que les pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention.

Article 16.

1. — Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

2. — Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

3. — Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la demande d'adhésion.

Article 16-bis.

1. — Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention est applicable à tout ou partie de ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tous autres territoires soumis à son autorité, ou tous territoires sous suzeraineté, et la Convention s'appliquera à tous les territoires désignés dans la notification un mois après l'envoi de la communication faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays de l'Union, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la notification. A défaut de cette notification, la Convention ne s'appliquera pas à ces territoires.

2. — Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention cesse d'être applicable à tout ou partie des territoires qui ont fait l'objet de la notification prévue à l'alinéa qui précède, et la Convention cessera de s'appliquer dans les territoires désignés dans cette notification douze mois après réception de la notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. — Toutes les notifications faites au Gouvernement de la Confédération suisse, conformément aux dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article, seront communiquées par ce Gouvernement à tous les pays de l'Union.

Article 17.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de ceux des pays de l'Union qui sont tenus d'en provoquer l'application, ce qu'ils s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Article 17-bis.

1. — La Convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

2. — Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays au nom duquel elle aura été faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Article 18.

1. — Le présent Acte sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Londres au plus tard le 1^{er} juillet 1938. Il entrera en vigueur entre les pays au nom desquels il aura été ratifié un mois après cette date. Tout fois, si auparavant il était ratifié au nom de six pays au moins, il entrerait en vigueur entre ces pays un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse, et pour les pays au nom desquels il serait ratifié ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

2. — Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa précédent seront admis à l'adhésion aux termes de l'article 16.

3. — Le présent Acte remplacera, dans les rapports entre les pays auxquels il s'applique, la Convention d'Union de Paris de 1883 et les Actes de revision subséquents.

4. — En ce qui concerne les pays auxquels le présent Acte ne s'applique pas mais auquel s'applique la Convention d'Union de Paris révisée à la Haye en 1925, cette dernière restera en vigueur.

5. — De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent Acte, ni la Convention d'Union de Paris révisée à la Haye, la Convention d'Union de Paris révisée à Washington en 1911 restera en vigueur:

Article 19.

Le présent Acte sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé aux Archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays de l'Union.

FAIT à Londres, en un seul exemplaire, le 2 juin 1934.

Pour l'Allemagne:

HOESCH.
GEORG KLAUER.
WOLFGANG KÜHNAST.
HERBERT KÜHNEMANN.

Pour l'Autriche:

Dr. HANS WERNER.

Pour la Belgique:

COPPIETERS DE GIBSON.
THOMAS BRAUN.

Pour les États-Unis du Brésil:

J. A. BARBOZA-CARNEIRO.

Pour Cuba:

GABRIEL SUAREZ SOLAR.

Pour le Danemark:

N. J. EHRENREICH HANSEN.

*Pour la Ville Libre de Dantzig:**Pour l'Espagne:*RAMÓN PEREZ DE AYALA.
FERNANDO GABELLO LAPIEDRA.
JOSE GARCIA MONGE.*Pour les États-Unis d'Amérique:*CONWAY P. COE.
JOHN A. DIENNER.
THOMAS EWING.*Pour la Finlande:*

J. KAUTOLA.

*Pour la France:*MARCEL PLAISANT.
ROGER CAMBON.
GEORGES LAINEL.
GEORGES MAILLARD.*Pour la Grande Bretagne et l'Irlande
du Nord:*F. W. LEITH-ROSS.
M. F. LINDLEY.
WILLIAM S. JARRATT.*Pour l'Australie:*

B. WALLACH.

*Pour l'État Libre d'Irlande:**Pour la Hongrie:*

SCHILLING ZOLTÀN.

*Pour l'Italie:*EDUARDO PIOLA CASELLI.
LUIGI BIAMONTI.
ALFREDO JANNONI SEBASTIANINI.*Pour le Japon:*M. HOTTA.
TAKATSUGU YOSHIWARA.*Pour Liechtenstein:*

W. KRAFT.

Pour le Maroc:

HALGOUËT.

Pour les États-Unis du Mexique:

G. LUDERS DE NEGRI.

Pour la Norvège:

B. G. WYLLER.

*Pour les Pays-Bas.*J. ALINGH PRINS.
J. VAN HETTINGA TROMP.
A. D. KOELEMAN.
H. F. VAN WALSEM.*Pour la Pologne:*

STEFAN CZAYKOWSKI.

*Pour le Portugal:*JOÃO DE LEBRE E LIMA.
ARTHUR DE MELLO QUINTELLA
SALDANHA.*Pour la Suède:*BIRGER LINDGREN.
AKE DE ZWEIGBERGK.*Pour la Syrie et le Liban:*

MARCEL PLAISANT.

Pour la Suisse:

W. KRAFT.

*Pour la Tchécoslovaquie:*DR. KAREL SKALA.
DR. OTTO PARSCH.*Pour la Tunisie:*

C. BILLECOCQ.

Pour la Turquie:

A. FETHI.

Pour la Yougoslavie:

DR. JANKO CHOUMANE (SUMAN).

ARRANGEMENT DE MADRID DU 14 AVRIL 1891 CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DE MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, REVISÉ À BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 1900, À WASHINGTON LE 2 JUIN 1911, À LA HAYE LE 6 NOVEMBRE 1925 ET À LONDRES LE 2 JUIN 1934

Les Soussignés, dûment autorisés a cet effet, ont, d'un commun accord, arrêté le texte suivant, qui remplacera l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1925, savoir:

Article 1^{er}.

1. — Les ressortissants de chacun des pays contractants pourront s'assurer, dans tous les autres pays, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce enregistrées dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international, à Bern, fait par l'entremise de l'Administration dudit pays d'origine.

2. — Fait règle, pour la définition du pays d'origine, la disposition y relative de l'article 6 de la Convention générale pour la protection de la propriété industrielle.

Article 2.

Sont assimilés aux ressortissants des pays contractants les ressortissants des pays n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale.

Article 3.

1. — Toute demande d'enregistrement international devra être présentée sur le formulaire prescrit par le Règlement d'exécution, et l'Administration du pays d'origine de la marque certifiera que les indications qui figurent sur ces demandes correspondent à celles du registre national.

2. — Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu:

1) de le déclarer et d'accompagner son dépôt d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée;

2) de joindre à sa demande des exemplaires de ladite marque en couleur, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le Règlement d'exécution.

3. — Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 1^{er}. Il notifiera cet enregistrement sans retard aux diverses Administrations. Les marques enregistrées seront publiées dans une feuille périodique éditée par le Bureau international, au moyen des indications contenues dans la demande d'enregistrement et d'un cliché fourni par le déposant.

4. — En vue de la publicité à donner, dans les pays contractants, aux marques enregistrées, chaque Administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander. Cette publicité sera considérée dans tous les pays contractants comme pleinement suffisante, et aucune autre ne pourra être exigée du déposant.

Article 4.

1. — A partir de l'enregistrement ainsi fait au Bureau international, la protection de la marque dans chacun des pays contractants sera la même que si cette marque y avait été directement déposée.

2. — Toute marque qui a été l'objet d'un enregistrement international jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention générale, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prévues dans la lettre *D* de cet article.

Article 4-bis.

1. — Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des pays contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

2. — L'Administration nationale est, sur demande, tenue de prendre acte, dans ses registres, de l'enregistrement international.

Article 5.

1. — Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention générale, à une marque déposée à l'enregistrement national.

2. — Les Administrations qui voudront exercer cette faculté devront notifier leurs refus, avec indication des motifs, au Bureau international, dans le délai prévu par leur loi nationale, et au plus tard, avant la fin d'une année comptée à partir de l'enregistrement international de la marque.

3. — Le Bureau international transmettra sans retard à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque ou à son mandataire, si celui-ci a été indiqué au Bureau par ladite Administration, un des exemplaires de la déclaration de refus ainsi notifiée. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

4. — Les motifs de refus d'une marque devront être communiqués par le Bureau international aux intéressés qui lui en feront la demande.

5. — Les Administrations qui, dans le délai maximum susindiqué d'un an, n'auront adressé aucune communication au Bureau international seront censées avoir accepté la marque.

6. — L'invalidation d'une marque internationale ne pourra être prononcée par les autorités compétentes sans que le titulaire de la marque ait été mis en mesure de faire valoir ses droits en temps utile. Elle sera notifiée au Bureau international.

Article 5-bis.

Les pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments contenus dans les marques, tels que armoiries, écussons, portraits, distinctions honorifiques, titres, noms commerciaux ou noms de personnes autres que celui du déposant, ou autres inscriptions analogues, qui pourraient être réclamées par les Administrations des payx contractants, seront dispensées de toute légalisation ainsi que de toute certification autre que celle de l'Administration du pays d'origine.

Article 5-ter.

1. — Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe par le Règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le Registre relativement à une marque déterminée.

2. — Le Bureau international pourra aussi, contre rémunération, se charger de faire des recherches d'antériorité parmi les marques internationales.

3. — Les extraits du Registre international demandés en vue de leur production dans un des pays contractants seront dispensés de toute légalisation.

Article 6.

La protection résultant de l'enregistrement au Bureau international durera vingt ans à partir de cet enregistrement sous réserve de ce qui est prévu à l'article 8 pour le cas où le déposant d'aura versé qu'une fraction de l'émolument international, mais elle ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

Article 7.

1. — L'enregistrement pourra toujours être renouvelé suivant les prescriptions des articles 1 et 3 pour une nouvelle période de vingt ans à compter depuis la date de renouvellement.

2. — Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureaux international rappellera au propriétaire de la marque, par l'envoi d'un avis officiel, la date exacte de cette expiration.

3. — Si la marque présentée en renouvellement du précédent dépôt a subi une modification qui altère le caractère distinctif de la marque, les Administrations pourront se refuser à l'enregistrer à titre de renouvellement et le même droit leur appartiendra en cas de changement dans l'indication des produits auxquels la marque doit s'appliquer, à moins que, sur notification de l'objection par l'intermédiaire du Bureau international, l'intéressé ne déclare renoncer à la protection pour les produits autre que ceux désignés dans les mêmes termes lors de l'enregistrement antérieur.

4. — Lorsque la marque n'est pas admise à titre de renouvellement, il sera tenu compte des droits d'antériorité ou autres acquis par le fait de l'enregistrement antérieur. La marque jouira notamment de ces droits d'antériorité pour la partie des produits désignés dans les mêmes termes lors de l'enregistrement antérieur et lors du renouvellement.

Article 8.

1. — L'Administration du pays d'origine fixera à son gré, et percevra à son profit, une taxe nationale qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé.

2. — A cette taxe s'ajoutera un émolument international (en francs suisses) de cent cinquante francs pour la première marque, et de cent francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps au Bureau international au nom du même propriétaire.

3. — Le déposant aura la faculté de n'acquitter au moment du dépôt international qu'un émolument de cent francs pour la première marque et de soixante-quinze francs pour chacune des marques déposées en même temps que la première.

4. — Si le déposant fait usage de cette faculté, il devra, avant l'expiration d'un délai de dix ans compté à partir de l'enregistrement international, verser au Bureau international un complément d'émolument de soixante-quinze francs pour la première marque et de cinquante francs pour chacune des marques déposées en même temps que la première, faute de quoi, à l'expiration de ce délai, il perdra le bénéfice de son enregistrement. Six mois avant cette expiration, le Bureau international rappellera au déposant, par l'envoi d'un avis officiel, à toutes fins utiles, la date exacte de cette expiration. Si le complément d'émolument n'est pas versé avant l'expiration de ce délai au Bureau international, celui-ci radiera la marque, notifiera cette opération aux Administrations et la publiera dans son journal. Si le complément d'émolument dû pour les marques comprises dans un dépôt collectif n'est pas payé pour toutes les marques en même temps, le déposant devra désigner exactement les marques pour lesquelles il entend faire le versement complémentaire et acquitter la taxe de soixante-quinze francs pour la première marque de chaque série.

5. — Lorsque la liste des produits pour lesquels la protection est revendiquée contiendra plus de cent mots, l'enregistrement de la marque ne sera effectué qu'après paiement d'une surtaxe à fixer par le Règlement d'exécution.

6. — Le produit annuel des diverses recettes de l'enregistrement international sera réparti par parts égales entre les pays contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution du présent Arrangement.

7. — Si, au moment de l'entrée en vigueur du présent Arrangement révisé, un pays n'a pas encore adhéré à l'Acte de La Haye, il n'aura droit, jusqu'à la date de son adhésion postérieure, qu'à une répartition de l'excédent de recettes calculé sur la base des anciennes taxes.

Article 8-bis.

Le propriétaire d'une marque internationale peut toujours renoncer à la protection dans un ou plusieurs des pays contractants, au moyen d'une déclaration remise à l'Administration du pays d'origine de la marque, pour être communiquée au Bureau international, qui la notifiera aux pays que cette renonciation concerne. Celle-ci n'est soumise à aucune taxe.

Article 9.

1. — L'Administration du pays d'origine notifiera également au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements apportés à l'inscription de la marque dans le registre national, si ces changements affectent aussi l'enregistrement international.

2. — Le Bureau inscrira ces changements dans le Registre international, les notifiera à son tour aux Administrations des pays contractants et les publiera dans son journal.

3. — On procédera de même lorsque le propriétaire de la marque demandera à réduire la liste des produits auxquels elle s'applique.

4. — Ces opérations peuvent être soumises à une taxe qui sera fixée par le Règlement d'exécution.

5. — L'addition ultérieure d'un nouveau produit à la liste ne peut être obtenue que par un nouveau dépôt effectué conformément aux prescriptions de l'article 3.

6. — A l'addition est assimilée la substitution d'un produit à un autre.

Article 9-bis

1. — Lorsqu'une marque inscrite dans le Registre international sera transmise à une personne établie dans un pays contractant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'administration de ce même pays d'origine. Le Bureau international, après avoir reçu l'assentiment de l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, enregistrera la transmission, la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal en mentionnant, si possible, la date et le numéro d'enregistrement de la marque dans son nouveau pays d'origine.

2. — Nulle transmission de marque inscrite dans le Registre international, faite au profit d'une personne non admise à déposer une marque internationale, ne sera enregistrée.

3. — Lorsqu'une transmission n'aura pu être inscrite dans le Registre international, soit par suite de refus d'assentiment du nouveau pays d'origine, soit parce qu'elle a été faite au profit d'une personne non admise à déposer une marque internationale, l'Administration de l'ancien pays d'origine aura le droit de demander au Bureau international de procéder à la radiation de la marque sur son registre.

Article 9-ter.

1. — Si la cession d'une marque internationale pour une partie seulement des produits enregistrés est notifiée au Bureau international, celui-ci l'inscrira dans ses registres. Chacun des pays contractants aura la faculté de ne pas admettre la validité de cette cession, si les produits compris dans la partie ainsi cédée sont similaires à ceux pour lesquels la marque reste enregistrée au profit du cédant.

2. — Le Bureau international inscrira également une cession de la marque internationale pour un ou plusieurs des pays contractants seulement.

3. — Si, dans les cas précédents, il intervient un changement du pays d'origine, l'Administration à laquelle ressortit le cessionnaire devra donner son assentiment, requis conformément à l'article 9-bis.

4. — Les dispositions des alinéas précédents ne sont applicables que sous la réserve de l'article 6-quater de la Convention générale.

Article 10.

Les Administrations régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

Article 11.

1. — Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 16 de la Convention générale.

2. — Dès que le Bureau international sera informé qu'un pays ou une de ses colonies a adhéré au présent Arrangement, il adressera à l'Administration de ce pays, conformément à l'article 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouiront de la protection internationale.

3. — Cette notification assurera, par elle-même, auxdites marques le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire du pays adhérent, et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'Administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

4. — Toutefois, chaque pays en adhérant au présent Arrangement pourra déclarer que, sauf en ce qui concerne les marques internationales ayant déjà fait antérieurement dans ce pays l'objet d'un enregistrement national identique encore en vigueur et qui seront immédiatement reconnues sur la demande des intéressés, l'application de cet Acte limitée aux marques qui seront enregistrées à partir du jour où cette adhésion deviendra effective.

5. — Cette déclaration dispensera le Bureau international de faire la notification collective susindiquée. Il se bornera à notifier les marques en faveur desquelles la demande d'être mis au bénéfice de l'exception prévue à l'alinéa précédent lui parviendra, avec les précision nécessaires, dans le délai d'une année à partir de l'accession du nouveau pays.

6. — Les enregistrements de marques qui ont fait l'objet d'une des notifications prévues par cet article seront considérés comme substitués aux enregistrements effectués directement dans le nouveau pays contractant avant la date effective de son adhésion.

7. — Les stipulations de l'article 16-*bis* de la Convention générale s'appliquent au présent Arrangement.

Article 11-*bis*.

En cas de dénonciation du présent Arrangement, l'article 17-*bis* de la Convention générale fait règle. Les marques internationales enregistrées jusqu'à la date à laquelle la dénonciation devient effective et non refusées dans l'année prévue à l'article 5, continueront, pendant la durée de la protection internationale, à bénéficier de la même protection que si elles avaient été directement déposées dans ce pays.

Article 12.

1. — Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Londres, au plus tard le 1^{er} juillet 1938.

2. — Il entrera en vigueur, entre les pays qui l'auront ratifié, un mois après cette date et aura la même durée que la Convention générale.

3. — Cet Acte remplacera, dans les rapports entre les pays qui l'auront ratifié, l'Arrangement de Madrid de 1891 révisé à La Haye le 6 novembre

1925. Toutefois, celui-ci restera en vigueur dans les rapports avec les pays qui n'auront pas ratifié le présent Acte. Avec les pays qui n'auront pas encore ratifié l'Acte de La Haye, l'Arrangement révisé à Washington en 1911 restera en vigueur.

FAIT à Londres, en un seul exemplaire, le 2 juin 1934.

Pour l'Allemagne:

HOESCH.
GEORG KLAUER.
WOLFGANG KÜHNAST.
HERBERT KÜHNEMANN.

Pour l'Autriche:

Dr. HANS WERNER.

Pour le Belgique:

COPPIETERS DE GIBSON.
THOMAS BRAUN.

Pour les États-Unis du Brésil:

Pour la Ville Libre de Dantzig:

Pour l'Espagne:

RAMÓN PÈRÈZ DE AYALA.
FERNANDO CABELLO LAPIEDRA.
JOSÈ GARCIA MONGE.

Pour la France:

MARCEL PLAISANT.
ROGER CAMBON.
GEORGES LAINEL.
GEORGES MAILLARD.

Pour la Hongrie:

SCHILLING ZOLTÀN.

Pour l'Italie:

EDUARDO PIOLA CASELLI.
LUIGI BIAMONTI.
ALFREDO JANNONI SEBASTIANINI.

Pour Liechtenstein:

W. KRAFT.

Pour le Maroc:

HALGOËT.

Pour les États-Unis du Mexique:

G. LUDERS DE NEGRI.

Pour le Pays-Bas:

J. ALINGH PRINS.
J. VAN HETTINGA TROMP.
A. D. KOELEMEN.
H. F. VAN WALSEM.

Pour le Portugal:

JOAO DE LEBBRE E LIMA.
ARTHUR DE MELLO QUINTELLA
SALDANHA.

Pour la Suisse:

W. KRAFT.

Pour la Tchécoslovaquie:

Dr. KAREL SKALA.
Dr. OTTO PARSCH.

Pour la Tunisie:

C. BILLECOQ.

Pour la Turquie:

A. FETHI.

Pour la Yougoslavie:

Dr. JANKO CHOUMANE (SUMAN).